ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 2091

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. François Rochebloine, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Rochebloine. Monsieur le Premier ministre, ce matin, le Gouvernement a revu à la baisse ses prévisions de croissance à 0,4 % cette année contre 1 % prévu initialement. De la même façon, à la fin 2014, les déficits publics seront bien supérieurs à ceux de 2013 !

Alors que pendant deux ans, les ménages et les entreprises ont subi un matraquage fiscal sans précédent, ces derniers chiffres vous mettent au pied du mur. Comment dire aux Français que tous leurs efforts ont été malheureusement inutiles ?

Le pacte de responsabilité, vendu comme le retour de la compétitivité, donc de la croissance, ne sera mis en place qu'en janvier 2015. Or les entreprises ne peuvent plus continuer d'attendre. Il y a urgence !

Je ne prendrai qu'un seul exemple, celui des entreprises des travaux publics et de leurs 400 000 salariés, dont la situation se dégrade de jour en jour face à une commande publique sans cesse en baisse. L'annonce d'une réduction à hauteur de 11 milliards d'euros des dotations de l'État pour les collectivités aggrave leurs inquiétudes. Près de 60 000 emplois sont en danger. Il n'y a plus d'embauches, plus de remplacements pour les départs en retraite, plus d'apprentis : ce sont autant de mauvais signaux pour notre économie.

Monsieur le Premier ministre, il est désormais temps d'agir – que dis-je ? de réagir ! Aujourd'hui, l'absence de cap et de visibilité quant aux grands projets d'infrastructures participe aux destructions massives d'emplois dans tout notre territoire.

Le chômage n'est pas une fatalité si nous nous donnons les moyens d'agir pour nos entreprises en menant une politique volontariste faite de choix économiques réalistes, durables et soutenables.

Mille chômeurs supplémentaires par jour, c'est une situation insoutenable, intolérable. Il faut enfin passer aux actes, monsieur le Premier ministre !

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Je vous remercie, monsieur le député, pour cette question qui concerne ce qui fait le quotidien des Français et de la vie économique de nos territoires. Vous avez fait mention du bâtiment et des travaux publics, mais votre question touche aussi à des secteurs plus

larges.

Mais je tiens avant tout à répondre à l'idée selon laquelle les efforts consentis par les Français auraient été inutiles. Non, monsieur Rochebloine, vous ne pouvez pas dire cela ! Ou plutôt, vous pouvez le dire, mais cela relève d'un débat un peu trop politicien. Vous savez très bien que le déficit constaté lorsque nous sommes arrivés aux affaires – et je ne fais de procès à personne – était beaucoup plus élevé. Les efforts faits par les Français, en particulier à travers les augmentations d'impôts – celles que vous avez décidées comme celles que nous avons voulues – ont permis de diminuer fortement le déficit de la France, en particulier ce que l'on appelle le déficit structurel, le plus important, celui qui détermine la capacité de notre pays à faire face à l'avenir.

M. Claude Goasguen. Bref, tout va bien !

M. Michel Sapin, *ministre .* Les efforts des Français ont donc servi : ils ont contribué au redressement, même si celui-ci n'est pas terminé et doit être poursuivi.

Oui, monsieur Rochebloine, il y a un cap, que j'ai décrit en répondant à la question précédente. Il faut 40 milliards pour les entreprises : c'est commencé dès cette année ! Les entreprises ont bénéficié du CICE, ce qui leur permet d'investir et d'embaucher. Il faut faire 50 milliards d'économies : nous ne financerons plus rien – ni la réduction du déficit, ni le plan en faveur des entreprises – par des augmentations d'impôts, mais uniquement par des économies : 21 milliards d'euros d'économie sont prévues dès l'année prochaine. Tel est le cap, que nous maintenons. S'y ajoutent des réformes de structures, qui sont absolument indispensables. Nous comptons sur votre concours pour aider à les mettre en œuvre.

Vous le voyez, les efforts ont été utiles et le cap est là. Mais tout n'est pas acquis, évidemment. La situation reste difficile, l'effort doit continuer, mais c'est cet effort qui nous permettra de nous redresser tous ensemble. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. François Rochebloine
Circonscription : Loire (3e circonscription) - Union des démocrates et indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2091
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : Finances et comptes publics
Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 11 septembre 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 septembre 2014